

République du Congo

PRIMATURE



**Message de vœux des corps constitués  
nationaux à Son Excellence Monsieur le  
Président de la République et Madame**

*Brazzaville, le 5 Janvier 2023*

- *Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État ;*
- *Très Distinguée Madame Antoinette SASSOU N'GUESSO, Épouse du Chef de l'État ;*
- *Vénérable Président du Sénat et Madame ;*
- *Honorable Président de l'Assemblée Nationale et Madame;*
- *Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents des institutions constitutionnelles et conjoints;*
- *Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement et conjoints ;*
- *Monsieur le Ministre d'Etat Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat et Madame ;*
- *Monsieur le Chef de l'Opposition politique ;*
- *Vénérables Sénateurs ;*
- *Honorables Députés ;*
- *Mesdames et Messieurs en vos rangs, grades et qualités ;*
- *Distingués Invités, Mesdames, Messieurs ;*

Nous voici au début d'une nouvelle année. Comme il sied à la tradition républicaine, c'est la période d'échange des vœux. Le Congo, dans toute sa diversité, s'est donné rendez-vous ce jour, pour participer à ce rituel républicain qui traduit la grandeur civique d'une Nation.

**- Excellence Monsieur le Président de la République ;**

**- Très distinguée Madame l'Épouse du Chef de l'État,**

L'Année 2023 a été le témoin de notre engagement commun à surmonter les défis. Elle a été marquée par la sombre et douloureuse page du Stade d'Ornano, ayant éclipsé le succès de la tenue réussie du sommet des trois bassins forestiers tropicaux du monde. Comme qui dirait, après la joie, le malheur. 32 de nos jeunes compatriotes ont souffert le martyre et ont été arrachés à l'affection de leurs familles, alors qu'ils étaient en quête d'emplois, prêts à servir sous le drapeau.

Votre leadership s'est avéré être notre phare dans la tempête, Excellence Monsieur le Président.

Vous avez guidé, avec sagesse et détermination, le peuple congolais à travers ces eaux troublées par nos larmes.

A l'endroit des paranges, réunis autour de Vous le 29 novembre, Vous avez su trouver les mots justes pour atténuer leur douleur, redonner courage à nos jeunes ébranlés.

Comme un seul homme, le peuple congolais se relève petit-à-petit de cette douloureuse épreuve.

**Excellence Monsieur le Président de la République,**

Votre message sur l'état de la Nation, devant le Parlement réuni en congrès, a rappelé le bon fonctionnement de nos institutions et la vitalité de notre démocratie.

Permettez-moi, en cette circonstance solennelle, d'en faire la démonstration, en commençant par le Parlement.

Oui, le Parlement ! Au cours de l'année qui s'achève, les Parlementaires ont dignement joué leur rôle dans l'initiative concurrente de la loi avec le Gouvernement.

Tout comme, ils ont pleinement assumé leurs responsabilités en apportant des corrections substantielles aux projets de lois soumis à leur sagacité.

A maintes reprises, ils ont interpellé le Gouvernement sur des textes législatifs dépourvus d'actes réglementaires d'application.

Au travers des questions orales, écrites et d'actualité, les Parlementaires ont contrôlé l'action du Gouvernement et l'ont, le plus souvent, mis devant ses responsabilités quant aux solutions à apporter au quotidien des Congolais.

Des enquêtes parlementaires ont été diligentées pour s'assurer de la gestion rigoureuse des établissements publics.

Une autre avancée importante dans la vitalité de notre démocratie et de notre Parlement est, bien entendu, la place accordée à l'opposition.

L'opposition parlementaire participe activement à la gestion des affaires publiques, contredisant ainsi ceux qui pensent que les autres ont juridiquement tort, parce que politiquement minoritaires.

En faisant jouer tout son rôle à l'opposition, y compris en dehors du Parlement, la démocratie congolaise affirme sa maturité, respecte le consensus républicain et consolide l'unité nationale.

De son côté, clé de voûte du pouvoir judiciaire, la Cour Suprême veille à l'application des lois et règlements de la République. Elle a fait droit aux requêtes des citoyens, en censurant même certains actes réglementaires.

Le Conseil Supérieur de la Magistrature, qui s'est tenu en mars 2023, a réaffirmé sa volonté de mettre hors d'état de nuire les magistrats indéliques, pour garantir aux citoyens, une justice équitable et favorable à la bonne gouvernance.

A ses côtés, la Cour Constitutionnelle, renouvelée il y a quelques mois, s'affirme de plus en plus comme « *juge de paix et d'arbitrage* ». Elle ne ménage guère le législateur, toutes les fois que les lois votées comportent des dispositions contraires à la Constitution.

En effet, reconnue désormais aux citoyens par voie d'action, la saisine de la Cour Constitutionnelle ne se limite plus seulement au contentieux électoral. Elle constitue ainsi une arme dont usent désormais tant l'opposition, parlementaire ou extraparlamentaire, que tout citoyen, pour soumettre les gouvernants au respect de nos règles fondamentales.

Pour sa part, le Conseil Economique, Social et Environnemental met en lien les principaux acteurs du monde des affaires, du monde

associatif et du monde syndical, pour promouvoir la réflexion, la concertation et le dialogue, sur les questions impactant le quotidien des citoyens et le climat des affaires.

Le Conseil Supérieur de la Liberté et de la Communication, quant à lui, veille chaque jour au respect du droit à une information de qualité, et à la régulation de la communication, aussi bien en période électorale qu'en période non-électorale.

Il en est autant de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, chargée de la promotion des droits et libertés des citoyens, qui prépare, avec sérénité, le passage de notre pays au 4<sup>ème</sup> cycle de l'examen périodique universel, devant le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies.

A son tour, élevée au rang d'organe constitutionnel, la Cour des Comptes et de Discipline Budgétaire joue, désormais, pleinement son rôle de contrôle et d'évaluation, pour une gestion transparente et efficiente des

deniers publics. Devenue autonome par rapport à toute autre juridiction, elle disposera bientôt d'un Conseil Supérieur, pour assurer la gestion des carrières et veiller à la discipline des magistrats chargés de l'animer.

La Constitution du 25 octobre 2015 a établi, aux côtés des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, un pouvoir moral, incarné par les Conseils Consultatifs nationaux, donnant ainsi l'opportunité à toutes les catégories sociales, de participer à la formulation et à l'orientation de la politique nationale. Ces Conseils, dont les avis postulent la quête permanente du consensus et permettent d'éclairer le politique dans la prise de ses décisions, sont à leur deuxième mandat.

Au sommet de la pyramide de toutes ces institutions, se trouve le Président de la République et son Gouvernement, investis du pouvoir exécutif.

Sous Votre perspicace direction, Excellence Monsieur le Président de la République, le

Gouvernement s'est engagé sur des réformes qualitatives, afin d'améliorer sa gouvernance publique.

Parlant de la gouvernance, nous sommes suivis de près par la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et la Commission Nationale de Transparence et de Responsabilité dans la gestion des finances publiques, deux autorités administratives indépendantes qui veillent au quotidien à la gestion rigoureuse et transparente des deniers publics.

**- Excellence Monsieur le Président de la République ;**

**- Très distinguée Madame l'Épouse du Chef de l'État,**

Dans ce monde contemporain, réfractaire aux réformes, balloté entre le consumérisme et le babouvisme, une architecture normative nouvelle, à travers lois et règlements, se met progressivement en place, pour corriger les scories du passé et tracer un cheminement plus

sûr pour le développement économique de notre pays.

On peut dire, aujourd'hui, que le ciel s'éclaircit davantage et le chemin est davantage balisé, pour que se poursuive la longue marche vers le développement.

Cependant, comme dans une pyramide des besoins, pour reprendre les termes du psychologue Abraham Maslow, où un besoin satisfait est tout de suite méconnu et ignoré, pour de suite en appeler un autre, certains d'entre nous s'illustrent par des jugements iniques et nihilistes :

- Ils ont vite fait d'oublier que le mandat a démarré en 2021 avec une croissance négative que Vous avez relevée ;
- Ils ont vite fait d'oublier que le mandat a démarré avec la crise de confiance que Vous avez tout de suite surmontée, en rétablissant la confiance avec nos partenaires bilatéraux et multilatéraux ;

- Ils ont vite fait d'oublier que le mandat a démarré avec la crise économique et financière que Vous avez jugulée ;
- Ils ont vite fait d'oublier que le mandat a démarré avec la crise inflationniste que Vous avez contenue ;
- Ils ont vite fait d'oublier que le mandat a démarré avec la crise sanitaire à corona virus que Vous avez maîtrisée ;
- Ils ont vite fait d'oublier que le mandat a démarré avec la crise sécuritaire du fait des violences urbaines que nous sommes en train d'endiguer.

Ces crises, pour la plupart imposées par la conjoncture internationale, ayant entraîné des bouleversements économiques majeurs, nous ont pris deux ans de travail acharné. L'année qui vient de s'achever n'a pas été de tout repos. **Il a fallu du courage et de l'audace.**

Grâce à la politique audacieuse et volontariste que nous mettons en pratique sous Votre férule, Excellence Monsieur le Président, nous

connaissions des évolutions qui autorisent l'espoir et notre détermination à y parvenir demeure intacte. Nous y travaillons avec abnégation, malgré les temps difficiles, avec la complicité de notre peuple.

Oui, la conclusion heureuse de la quatrième revue du programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du Fonds Monétaire International montre, à suffisance, que vous veillez à ce que les finances publiques congolaises soient bien tenues.

Sous Votre vigilance à tous les instants, nous faisons de notre mieux pour que la note souveraine du Congo auprès des Agences internationales de notation se maintienne et surtout s'améliore, pour accroître la crédibilité de la signature du Congo.

Nos compatriotes ont fini par comprendre que le Président de la République ne nous autorise pas à cheminer avec le Fonds Monétaire International pour faire plaisir à celui-ci, ni pour

subir un certain dictat, encore moins pour recevoir des aides quelconques.

Le Fonds Monétaire International nous accompagne plutôt à mettre notre structure économique en adéquation avec les enjeux actuels du développement.

Nous devons, pour cela, prendre des mesures courageuses, si nous voulons apporter des solutions adéquates aux problèmes affectant les grands services publics comme l'éducation, la santé, la sécurité sociale, l'électricité, l'eau, les transports et les voiries urbaines qui demeurent aujourd'hui des soucis quotidiens pour nos compatriotes.

**Excellence Monsieur le Président de la République,**

Vous nous appeliez récemment, le 28 novembre, puis le 31 décembre 2023, à nous préoccuper de la jeunesse. Vous avez d'ailleurs décidé de faire de 2024, l'année de la jeunesse. Fortement

représentée dans cette salle, cette jeunesse vous dit merci.

C'est dans cette optique que le Gouvernement, sur Vos instructions, s'engage à mettre en place des mécanismes et instruments d'impulsion, de financement et d'accompagnement, en plus de ceux qui existent déjà comme le FIGA, le FONEA, l'ACPE. Malgré les balbutiements de démarrage, ces structures vont être renforcées.

De même, l'enquête sur la transition vers la vie active en République du Congo, réalisée en partenariat avec l'Agence Française de Développement et l'Organisation Internationale du Travail, le programme de promotion du travail décent (PPTD 2023-2026) adopté il y a quelques semaines en partenariat avec l'Organisation Internationale du Travail, tout comme le répertoire interministériel des métiers, des emplois et des compétences et la stratégie nationale de prévention et de traitement de la délinquance juvénile, validés récemment, donnent des indications suffisantes pour assurer

le plein emploi de la jeunesse et la prise en charge des jeunes en conflit avec la loi.

La loi sur le contenu local, en cours d'élaboration, s'ajoute aux réformes importantes déjà engagées, dans le cadre des marchés publics et des partenariats publics-privés, afin de promouvoir l'entrepreneuriat juvénile et de faire émerger des capitaines d'industries et des champions nationaux.

En clair, en s'appuyant sur le PND 2022-2026, le Gouvernement va lancer, très vite, sur vos instructions, le vaste programme d'employabilité, d'entrepreneuriat, d'encadrement et d'accompagnement des jeunes, dans les secteurs créateurs d'emplois et de croissance comme l'agriculture, l'industrie, le numérique, le tourisme et l'immobilier.

Parlant de l'agriculture, prêchant par une exemplarité qui doit être féconde et ruisselante, Vous avez fait de l'agriculture au sens large, le substrat d'un épanouissement personnel.

Les vastes pâturages de Kila, de Mbobo, de Kangala, d'Abala et de Gamboma sont, entre autres, le témoignage que, par le travail, nous pouvons relever le défi de la sécurité alimentaire.

A Vous voir à l'ouvrage, à vous voir visiter et faire visiter vos chantiers agricoles, à vous voir participer et faire participer vos hôtes à des parties de pêche, vous nous faites penser à Lao Tseu, ce contemporain de Confucius qui, au VIème siècle avant Jésus Christ écrivait, je cite :

*« Rien n'est plus important que l'agriculture pour gouverner les peuples et servir le ciel ».*

Comme lui, Vous n'avez cessé de fustiger vos collaborateurs, autrement dit les dirigeants, qui semblent méconnaître les atouts du secteur agricole.

A travers l'expérience en cours des zones agricoles protégées, nous sommes convaincus que nos jeunes qui rêvent d'un avenir meilleur vont s'adonner à la vocation agropastorale. Ils sauront capter, à leur tour, une part considérable

des centaines de milliards de francs CFA, consacrés annuellement à l'importation des vivres ou produits alimentaires.

De même, dans un monde où l'économie numérique sera le moteur d'une révolution phénoménale, abriter dans sa capitale, le Centre Africain de Recherche en Intelligence Artificielle, CARIA en sigle, devrait conduire les jeunes congolais à mesurer la portée de ce choix et à s'approprier par le travail, les retombées inhérentes au développement multiforme de l'intelligence artificielle.

Par ailleurs, Visionnaire et pionnier en matière de préservation de nos écosystèmes forestier, biologique et hydrographique, Vous avez initié une politique environnementale avant-gardiste. Nos jeunes doivent savoir que la valorisation de nos tourbières et de nos forêts en crédit carbone, présente un fort potentiel en matière d'énergies propres, un potentiel incitatif pour les investissements industriels générateurs de milliers de nouveaux emplois auxquels ils devront se former. Le Gouvernement s'engage à

renforcer les politiques entamées en matière de promotion des énergies renouvelables.

Nos écoles et nos universités devront contribuer dès à présent à la formation, dans ces domaines, de cette élite tant attendue. Les États généraux de l'éducation, de la formation et de la recherche nous en baliseront certainement la voie.

Enfin, les édifices comme les Tours Jumelles, le centre commercial Brazza-mall, le futur Hôtel Kempisky du centre-ville de Brazzaville concourent, avec ceux déjà existants, à rendre notre capitale attractive et à développer le tourisme d'affaires. De même, notre entrée dans le capital de la compagnie aérienne Corsair va permettre de faire de notre pays une destination prisée pour le tourisme de mémoire et l'éco-tourisme.

Toutes ces opportunités ici évoquées sont des niches d'emplois pour nos jeunes. A eux de faire preuve de créativité et d'esprit entrepreneurial.

**Excellence Monsieur le Président de la République ;**

**Très distinguée Madame l'Epouse du Chef de l'Etat,**

La nature qui a su se montrer très généreuse à l'endroit de notre pays peut aussi dans la même foulée, se transformer en furie dévastant tout sur son passage. C'est ce à quoi nous avons assisté toute cette année 2023.

Face au rappel que nous a adressé dame nature dans le traitement irresponsable que nous lui infligeons, les parades juridiques ou techniques que nous avons tenté d'opposer, ont le plus souvent été en deçà des attentes de nos populations. Néanmoins, le Gouvernement, sur Vos instructions, a mis en place un plan de contingence et poursuivra les travaux d'assainissement de nos villes.

A Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Kintélé, des travaux d'ampleur seront entamés pour améliorer les voiries urbaines, traiter les érosions

et construire des ouvrages de drainage des eaux de pluie.

De même, le Gouvernement travaille, dès à présent, sur un programme immobilier adapté aux zones inondables.

**Excellence Monsieur le Président de la République ;**

**Très distinguée Madame l'Épouse du Chef de l'État,**

Nous avons noté de vos dernières interventions qu'il nous faut de la rigueur, de la fermeté, de la discipline et de la sanction. Vous nous en avez donné l'exemple au niveau des deux corps de l'État qui relèvent directement de vous, à savoir le corps judiciaire et la force publique. Il ne tient qu'au Gouvernement d'emboîter le pas dans les autres corps de l'administration publique pour que se tiennent régulièrement les Conseils de discipline. Oui ! Il nous faut de la rigueur, de la fermeté et de la sanction dans ce pays où la sinécure, la quête effrénée de l'avoir et le désir

de paraître, ont tendance à prendre le pas sur l'éthique de l'être.

**Excellence Monsieur le Président de la République,**

**Très distinguée Madame l'Épouse du chef de l'État**

Au moment où nous nous engageons à mettre en œuvre la feuille de route que Vous allez nous repréciser à la suite de mon propos, je voudrais, au nom de l'ensemble des corps constitués nationaux et des forces vives de la Nation, formuler d'abord pour Votre chère épouse, Madame Antoinette SASSOU N'GUESSO, socle inébranlable du premier foyer congolais, notre foyer national, et à tous vos proches, nos meilleurs vœux de santé, de prospérité, de bonheur et de succès sur tous les plans.

Oui Excellence Monsieur le Président de la République,

Nous avons préféré commencer par eux, car plus que nous, Vos collaborateurs, ce sont eux

qui vivent au quotidien Vos angoisses, Vos peines. Ils sont des coussinets grâce auxquels vous pouvez supporter la lourde charge et les énormes sacrifices que Vous consentez pour le Congo. Ils subissent comme Vous, au quotidien, les jugements parfois excessifs, incisifs et injustes des atrabilaires.

Dans le même temps, Vos collaborateurs vous renouvellent leurs vœux de loyauté et de dévouement.

Dans le même temps, Vos compatriotes vous renouvellent leurs vœux de fidélité en nourrissant une conviction profonde, une foi inaltérable de Vous voir continuer d'endosser la veste d'homme providentiel pour le Congo.

Oui, Excellence Monsieur le Président de la République, nous espérons vous voir continuer, aussi longtemps que l'Éternel vous garantira santé et longévité, de conduire notre Nation vers les rivages du développement et du bien-être, navigant avec assurance sur les eaux tranquilles de la paix que Vous avez instaurée, restaurée et consolidée.

Puissent, à travers leurs humbles et constantes prières, les chrétiens et croyants demander à l'Éternel notre Dieu, de veiller sur Vous de sorte que Vous prospériez à tous égards, comme prospère l'état de Votre âme.

Vive la République, unie dans sa diversité, fraternelle dans ses liens, et solidaire dans son destin partagé !

Vive le Congo Éternel, pétri d'une histoire riche et porteur d'avenirs prometteurs !

Ensemble, poursuivons avec abnégation la marche vers le développement !

***Bonne et heureuse année, Excellence  
Monsieur le Président de la République !***

***Bonne et heureuse année, Très distinguée  
Madame la Première Dame !***

***Bonne et heureuse année, à tous vos  
proches !***

Je vous remercie de votre aimable attention.